



## **Les Français prêts à s'impliquer dans le financement des entreprises pour relancer la croissance.**

*Paris, le 3 septembre 2012*

L'étude publiée ce matin, « L'épargne et le financement de l'économie », menée par OpinionWay pour le compte de l'AFIC, l'Association Française des Investisseurs pour la Croissance, démontre le réel intérêt des Français pour l'investissement dans le tissu productif domestique. De fait, 41 % d'entre eux se déclarent prêts à investir du capital pour financer les entreprises.

Toutefois, deux conditions semblent s'imposer à leurs yeux pour franchir le pas : bénéficier d'avantages fiscaux et être mieux informé de l'utilisation de leurs fonds.

La récente déclaration de Pierre Moscovici, Ministre de l'économie, concernant la mise en place d'un PEA PME semble marquer un virage stratégique dans la position gouvernementale. Cette prise de conscience de l'importance des investisseurs individuels pour contribuer au financement des PME et ETI françaises est une bonne chose. Toutefois, cet appel aux épargnants doit réellement se concrétiser dans les faits et pas seulement dans les discours. Les investisseurs individuels attendent de la part du gouvernement des signes tangibles et plus particulièrement en matière fiscale. Le gouvernement va-t-il prendre en compte les risques afférents à tout investissement en capital dans sa philosophie fiscale ? Va-t-on vers une simplification ? 51 % des Français estiment légitime que ceux qui investissent une partie de leur épargne dans des PME et des entreprises innovantes, puissent bénéficier d'avantages fiscaux.

N'en doutons pas, le PEA, créé en 1992 peut connaître un nouvel éclat après les annonces de Bercy de la semaine dernière. Mais, sans communication active des pouvoirs publics et des réseaux de distribution des intermédiaires financiers, ce PEA PME ne pourra pas être un succès pour nos entreprises. Rappelons que 5 millions de PEA sont actuellement ouverts en France, ce qui est bien, mais pas encore suffisant.

Mais comme de le disait notre Ministre de l'économie le 26 août, « il ne s'agit pas de pousser les petits épargnants à aller jouer leurs économies au casino boursier ». Cette déclaration démontre à elle seule que si un virage est engagé vers une reconnaissance du rôle des investisseurs individuels dans notre économie, on demeure dans un tunnel dont on ne voit pas encore la sortie.

**Charles-Henri d'Auvigny**  
**Président**  
01 42 60 12 47  
[chdauvigny@f2ic.fr](mailto:chdauvigny@f2ic.fr)

**Aldo Sicurani**  
**Délégué général**  
01 42 60 12 47  
[asicurani@f2ic.fr](mailto:asicurani@f2ic.fr)



### **À propos de la Fédération des investisseurs individuels et des clubs d'investissement (F2iC)**

*Héritière de la Fédération française des clubs d'investissement (FFCI), la F2iC se donne pour mission de promouvoir l'épargne financière utile en contribuant au développement, à l'amélioration et au maintien des compétences financières des consommateurs, des épargnants, des investisseurs et des actionnaires individuels en direct comme à travers les clubs d'investissement. Ces derniers rassemblent des particuliers qui ont décidé de mutualiser leur épargne pour investir en Bourse. La Fédération sert de relais entre les actionnaires et les sociétés cotées par le biais de réunions, de brochures et bulletins d'information et grâce à son site internet. Par ailleurs, partenaire de l'Ecole de la Bourse, elle participe à l'effort d'éducation financière des épargnants. Enfin, la F2iC joue un rôle consultatif auprès des autorités de place.*

#### **Membres**

- 38 sociétés : Accor, AFG, Air France – KLM, Air Liquide, AMfine, Axa, Bic, BinckBank, BNP Paribas, Bourse Direct, BPCE, CégéReal, CIC, Dubus, EADS, Edenred, EDF, Foncière des Régions, GDF Suez, Gecina, Groupe Seb, L'Oréal, Lafarge, Lagardère, Michelin, NYSE Euronext, Orange, Pernod Ricard, PSA, Rexel, Saint-Gobain, Sanofi, Société Générale, Suez Environnement, Total, Thermador Groupe, Vilmorin, Vivendi.
- 42 000 adhérents individuels dont 12 000 responsables de clubs d'investissement